

Pérou : Dina Boluarte prend les rênes du pays en plein chaos politique

Par [Sophie Alary](#), le 9/12/2022 à 06h14

La nouvelle présidente péruvienne Dina Boluarte a prêté serment mercredi 7 décembre, après la destitution et l'arrestation de l'ancien chef de l'État, Pedro Castillo. Cette avocate de 60 ans est la première femme à diriger le pays.



Vice-présidente du Pérou depuis juillet 2021, Dina Boluarte est devenue, le 7 décembre, la première femme à la tête du pays, à la suite de la destitution de Pedro Castillo pour « incapacité morale » et de son arrestation pour avoir tenté de dissoudre le Parlement.

Pérou : Pedro Castillo destitué et arrêté, sa vice-présidente investie

Cette avocate de 60 ans, encore inconnue en politique il y a seulement quatre ans, est originaire de la région d'Apurímac, dans le sud du pays, dont la population est majoritairement issue du peuple autochtone des Quechuas, dont elle parle la langue. Benjamine d'une famille de 14 enfants, elle a suivi des études de droit à Lima, avant de travailler pendant dix-sept ans comme conseillère juridique au Registre national d'identification et d'état civil du Pérou.

La rupture avec Castillo

Après avoir brigué en 2018, sans succès, le poste de maire du district de Surquillo à Lima, Dina Boluarte se présente deux ans plus tard au Congrès (parlement) sous les couleurs du parti d'inspiration marxiste Pérou libre, auquel appartient aussi Pedro Castillo. Mais, là encore, elle échoue. L'année d'après, elle n'en devient pas moins la colistière de Castillo, qui remporte de peu l'élection présidentielle contre la candidate de droite Keiko Fujimori.

Au Pérou, les présidents tombent les uns après les autres

Nommée en juillet 2021 ministre du développement et de l'inclusion sociale et au poste de vice-présidente, elle est l'une des figures les plus en vue du gouvernement avant d'en démissionner, il y a deux semaines. Dina Boluarte fait alors part de sa déception face au choix du président de nommer une nouvelle première ministre, Betsy Chavez, la cinquième en un peu plus d'un an.

Épinglée par le contrôleur général de la République

Restée à son poste de vice-présidente, elle finit par rompre définitivement avec Pedro Castillo en dénonçant sur Twitter « un coup d'État qui aggrave la crise politique et institutionnelle de la société péruvienne ». Dès juillet, elle s'était dite prête à assumer les fonctions de présidente en cas de départ du chef de l'État, déjà malmené par plusieurs scandales.

Pérou : le président Pedro Castillo dans le viseur de la justice

Si Dina Boluarte a récemment été épinglée par le contrôleur général de la République pour avoir occupé un poste dans le privé en même temps que sa charge de fonctionnaire, un cumul interdit par la loi péruvienne, elle a rapidement reconnu les faits, arguant d'un dysfonctionnement « purement bureaucratique ». Une commission du Congrès a rejeté la plainte déposée contre elle pour « infraction constitutionnelle présumée ».

Vers un gouvernement d'union nationale ?

Conformément à la Constitution du Pérou, l'avocate assume désormais le pouvoir par intérim jusqu'aux prochaines élections en 2026. Dans son discours d'investiture, elle a appelé au dialogue entre les différentes forces politiques et à la lutte contre la corruption. Et s'est aussi déclarée prête à continuer de représenter les populations les plus pauvres, principale base de soutien à son prédécesseur lors de la présidentielle de 2021.

Pérou : le Parlement interdit au président de se rendre au Vatican et à Bruxelles

Pressée d'agir, Dina Boluarte a la lourde tâche de devoir former un gouvernement d'ouverture alors que l'opposition de droite domine largement le Congrès. Elle devra aussi restaurer la confiance auprès des Péruviens en une classe politique marquée par des antécédents d'impopularité, entre corruption, procès en destitution et profondes divisions. « Nous devons tous faire tout notre possible pour que cela fonctionne bien », a tweeté son opposante Keiko Fujimori, juste après l'investiture.